

Le même honorable Ministre parla un peu plus tard, au cours de la même année, dans la ville de Brantford. Voici ce qu'il déclara :—

Vous imaginez-vous qu'il y ait aucune justification pour cette augmentation extraordinaire des dépenses ? Les conservateurs nous disent qu'elles sont justifiées. La population a augmenté, déclarent-ils. Oh oui ! Elle a augmenté de 9 pour cent, mais la dépense, elle, s'est accrue de cent pour cent. Il ne peut y avoir aucune justification pour de telles dépenses faites, en grande partie comme on vous l'a dit, pour des fins frauduleuses, politiquement parlant. De plus, les conservateurs nous disent que si nous étions au pouvoir, nous ne pourrions pas diminuer les dépenses et économiser. Mais je ne crois pas que ce sera là une tâche très difficile. (Écoutez, écoutez). Il ne sera pas très difficile d'économiser un, deux ou trois millions,—M. Mills—le présent Ministre de la Justice a même déclaré à ses électeurs, il y a quelques jours, qu'il serait possible de diminuer les dépenses de quatre millions par année.

Maintenant, sir Richard Cartwright parla un peu plus tard, en 1896, dans la Chambre des Communes, lorsque le dernier exposé budgétaire fut fait par le parti conservateur. Il se servit des termes suivants dans le discours qu'il prononça en réponse au Ministre des Finances d'alors. Il déclara :—

Je dis que c'est une infamie et une honte pour le Gouvernement auquel a été confiée l'administration de nos affaires, de venir nous demander l'autorisation de dépenser \$88,300,000 par année pour des fins fédérales. Monsieur le Président, la chose est absolument injustifiable.

L'honorable M. DEVER : Et tel était le cas.

L'honorable M. FERGUSON : J'espère que mon honorable ami est encore du même avis.

L'honorable M. DEVER : Parfaitement :

L'honorable M. FERGUSON : Sir Louis Davies parla au cours de la même session et du même débat et dit :—

Or, quel est la politique du parti libéral ? La résumé en peu de mots, c'est de diminuer les dépenses du pays au plus bas chiffre possible compatible avec un service efficace. Vous nous dites que cela n'est pas possible. Nous avons de ce côté-ci, passé des heures et des heures à discuter les détails, et à faire voir comment la chose est praticable. En réponse à des défis lancés par la droite, des députés de la gauche ont pris la peine d'énumérer les ministères du service dans lesquels des économies peuvent être faites et ces branches de l'Administration publique sont connues.

Non seulement pouvaient-ils réaliser cette économie, mais ils avaient établi comment ils réussiraient dans cette tâche,

ils avaient signalé les branches particulières du service public où il leur serait possible d'appliquer leurs principes en matière d'économie.

Sir Louis Davies ajoutait :—

Nous sommes prêts à aller devant le pays avec cette déclaration, que nous nous engageons à tenir, que des réductions considérables et très importantes peuvent être faites dans les dépenses du pays, sans nuire à l'administration efficace de ses affaires.

Honorables Messieurs, nous savons que le parti libéral en a appelé au pays, comme sir Louis Davies disait qu'il le ferait, en ayant dans son programme cette déclaration qui y figurait comme l'une des plus importantes, et que c'est à raison de ces engagements que ce parti réussit à obtenir l'appui du peuple de ce pays et à s'emparer du pouvoir.

Lorsqu'ils se présentèrent devant le Parlement en 1896, ces messieurs apportèrent un budget passablement gonflé dont le montant total était plus considérable que celui des crédits annuels déposés pendant toutes les années précédentes, à l'exception, je crois, de celle où eut lieu la rébellion du Nord-Ouest, 1885 ; et lorsque les Messieurs de l'opposition prirent la parole et reprochèrent au Gouvernement d'avoir violé ses promesses et d'apporter au pays et au Parlement des prévisions de dépenses plus élevées que celles qu'ils avaient condamnées précédemment en les qualifiant de honteuse prodigalité, les Ministres leur répondirent comme suit :

Sir Louis Davies déclara que les faits qui avaient été signalés par M. Foster, M. Wallace et autres députés, se rattachant à l'exagération du chiffre des crédits qui avaient été déposés—

Que les faits signalés soient d'un caractère sérieux et honteux, je le reconnais ; mais toute la responsabilité de ces faits pèse sur les honorables chefs de la gauche. Ce sont eux qui sont responsables de la manière déplorable dont nos finances ont été administrées.... Le peuple est disposé à attendre le développement de la politique de mon honorable ami, développement qui se produira à la prochaine session. Le peuple appréciera le mérite du Ministre des Finances par la politique qu'il soumettra alors.

En d'autres termes, les prévisions que nous apportons au Parlement ne sont pas les nôtres, nous n'avons pas eu le temps d'examiner à fond le rouage de chacune des branches du service public et de constater si nous pourrions appliquer notre politique d'économie ; nous ne sommes pas en état de le faire par suite du manque de